

Unité départementale Anjou Maine
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Saint Barthélemy d'Anjou, le 06 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEDA (cl I et cl II)

RTE DE SCEAUX - CD 191
Champteussé sur Baconne
49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE

Références : EC-2022-352-INSP-SEDA-Chenillé-Champteussé-RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement SEDA (cl I et cl II) implanté RTE DE SCEAUX - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection porte sur le thème de la sous-traitance sur les sites Seveso (action nationale 2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDA
- RTE DE SCEAUX - CD 191 Champteussé sur Baconne 49220 CHENILLE-CHAMPTEUSSE
- Code AIOT dans GUN : 0100001093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso Seuil haut
- IED

L'ISDND est autorisé par arrêté préfectoral du 11/05/1994 modifié.

Le site, exploité depuis 1979 par la société SEDA, est implanté sur une emprise totale de 54,61 ha et comporte :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de capacité 100 000 t/an dont la fin d'exploitation est prévue fin 2025 ;
- une unité de solidification-stabilisation de déchets dangereux de capacité 30 000 t/an ;
- une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) de capacité 55 000 t/an dont la fin d'exploitation est prévue en 2030 ;
- un ancien centre de stockage de déchets non dangereux et dangereux réaménagé sur lequel des

panneaux photovoltaïques ont été implantés.

Le site est classé « Seveso seuil haut » au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive Seveso III compte tenu de la quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'unité de stabilisation, sur la plateforme de traitement des terres polluées et la cuve de gazole susceptibles de présenter les propriétés de dangers correspondant à la rubrique 4510-1 ou à la rubrique 4511-1.

Un dossier de demande d'autorisation est en cours d'instruction pour une extension des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et dangereux (ISDD).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la sous traitance dans les établissements Seveso (issue du programme des actions nationales 2022 de l'inspection des installations classées)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Statut Seveso seuil haut	Arrêté Préfectoral du 08/12/2017, article 2	/	Sans objet
Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 08/12/2017, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- transmettre le POI dès sa mise à jour 2022 sous format papier et numérique ;
- compléter le volet formation des entreprises sous traitantes sur le site, et les associer à des les exercices POI.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'un progiciel métier dénommé Synergie. Ce progiciel gère les sous-traitants intervenants sur site, ainsi que les plans de prévention associés. L'inspection des installations classées a visualisé la liste de tous les sous-traitants intervenants sur site.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose de consignes propres à ses activités (consignation, attitude en cas d'accident). Il ne distingue pas ses propres procédures de celles à adopter pour les sous-traitants. Les consignes et procédures sont jointes au plan de prévention; elles sont adaptées en fonction de l'activité exercée par le sous-traitant.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant déclare qu'un permis feu est signé pour chaque opération à la demi-journée ou à la journée selon les zones d'intervention. Une surveillance 2 heures après la fin de l'intervention est réalisée par le donneur d'ordre (responsable maintenance, adjoint au directeur...); cette surveillance est tracée en fin de formulaire du permis feu. L'exploitant a transmis à l'inspection un permis feu en date du 31/05/2022 pour une intervention de la société DIVA-PLASTIQUES (travaux de soudure thermique d'une bâche PVC sur citerne souple incendie). L'intervention s'est déroulée de 16h00 à 16h30. Le formulaire atteste de la surveillance de l'activité à 18h00 par l'adjoint au directeur de site.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Les personnels sous-traitants sont informés sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident par le plan de prévention et ses annexes (consignes adaptées aux activités). Le personnel sous-traitant émerge pour témoigner de sa présence pour chaque intervention. En cas d'incident ou accident, le personnel encadrant de SEDA intervient et gère le personnel présents sur site (personnels interne et externe) sur la base du registre des entrées.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Les sous-traitants ne sont pas intégrés dans la maîtrise des procédures d'urgence. L'exploitant n'a jamais envisagé qu'ils participent aux exercices. L'exploitant souhaite organiser une formation POI avec l'organisme IFOPSE qui propose de former les encadrants de SEDA à la mise en œuvre du POI dans le cadre d'une situation accidentelle. La formation est composée d'une partie théorique et d'une mise en situation. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prévoir une formation également pour le personnel d'entreprises extérieures ; cette formation peut comprendre notamment leur participation au prochain exercice POI, du personnel de sous-traitance. Il précise en retour du présent rapport à l'inspection des installations classées dans le <u>délai d'un mois</u> , les mesures prises en ce sens.
Observations : L'exploitant doit également mettre à jour les coordonnées de la Dreal dans son POI en visant l'unité interdépartementale Anjou Maine, et non pas l'unité départementale de Nantes.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'ensemble des autorisations, habilitations (électrique, caces, etc...) des personnels sous-traitants est jointe au plan de prévention avant la visite préalable annuelle. Si un personnel sous-traitant se présente sans avoir été identifié dans le plan de prévention, il n'intervient que s'il est en mesure de fournir les habilitation/autorisation nécessaires à son action.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de formation annuel en ce qui concerne les formations liées à la sécurité. Un fichier identifie pour chaque salarié ses habilitations et la durée de validité associée. Une alerte est donnée pour effectuer les renouvellement des formations. La liste des personnels avec leurs habilitations associées est présente dans le POI. L'exploitant déclare vouloir enrichir son plan de formation sur les années 2022/2023 sur les thématiques guide et serre-file. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant qu'il précise dans le <u>délai d'un mois</u> , les dispositions prises pour former également les intervenants dans l'établissement et qui ne sont pas du personnel du site, aux risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, et s'ils y contribuent, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Il prévoit une trace des formations suivies.
Observations : //
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Statut Seveso seuil haut

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de déchets dangereux stockés
Prescription contrôlée : L'établissement relève du statut Seveso seuil haut pour le stockage de déchets dangereux avant et en cours de stabilisation, soit 2930 tonnes. L'état des stocks des déchets dangereux précités pris en compte pour la détermination du statut Seveso de l'établissement est constamment tenu à jour. Cet état permet de garantir que le stock tampon de déchets dangereux avant stabilisation ou en cours de stabilisation avant enfouissement ne dépasse pas 2930 tonnes. Dans le cas d'un arrêt de l'usine de stabilisation, toutes dispositions sont prises pour ne plus recevoir de déchets à stabiliser afin que la quantité maximale de 2930 tonnes ne soit pas dépassée (report ed l'arrivée sur site, orientation vers un autre site).
Constats : L'exploitant déclare qu'un progiciel enregistre toutes les entrées de déchets dangereux. Ce progiciel permet d'établir un état des stocks en fin de journée. L'état distingue les différentes typologies de déchets dangereux au niveau de l'usine de stabilisation (déchets en fosse, en vrac, en big-bag et en silo). L'état des stocks extrait au 21 juin 2022 indiquait la présence de 912,9354 tonnes de déchets dangereux sur site. L'exploitant a finalisé un plan indiquant les quantités maximales de déchets dangereux pouvant être stockées sur site, par zone et type de déchet. Ce plan daté du 15 juin 2022 sera intégré dans la future version du POI.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Merlon et entreposage des déchets dangereux avant stabilisation
Prescription contrôlée : Pour limiter certains effets en dehors des limites de propriété en cas de libération de biogaz du côté de la torchère, un merlon est implanté en limite de propriété sur une hauteur et longueur suffisante qui tiennent compte des distances d'effets thermiques déterminées par l'exploitant dans son étude de dangers. Ce merlon fait l'objet d'un programme de surveillance afin d'assurer sa conservation et son maintien en bon état. En attente de stabilisation, les déchets sont entreposés à l'abri des intempéries sur une aire formant rétention. En cas de vents forts, l'exploitant prend des mesures pour limiter toute dispersion des déchets en attente de stabilisation et de déchargement. L'exploitant s'assure que des déchets de dangerosité différente, incompatible ou susceptibles de l'être, sont entreposés, en attente de stabilisation, sur des aires ou dans des capacités distinctes de manière à éviter tout mélange ou contact.
Constats : Le merlon pour limiter les effets en dehors des limites de propriétés en cas de libération de biogaz n'a pas été mis en place. L'exploitant a préféré déplacer la torchère pour maintenir les effets thermiques sur site. Par courrier du 20/08/2018 adressé à l'inspection des installations classées, l'exploitant a annoncé qu'il allait déplacer la torchère. Lors de l'inspection du 20/09/2020, le déplacement a été constaté. Cependant, ce merlon était une mesure de maîtrise des risques prescrite par l'arrêté du 08/12/2017. Un porteur à connaissance en vue de modifier la prescription a été demandé à l'exploitant en 2020, et non reçu à ce jour. Au niveau de l'usine de stabilisation, aucun déchet ne reste en attente hors du bâtiment. Il apparaît qu'une partie de la prescription concernant le merlon n'est plus d'actualité sur le site. L'exploitant tiendra compte de cette modification dans la prochaine révision de son étude de dangers pour démontrer que les effets thermiques liés à la torchère sont bien limités au site, et ne nécessitent plus de merlon. Cette révision devait être transmise avant le 19/05/2022. Toutefois, compte-tenu du dossier d'extension en cours, l'étude de dangers a été actualisée et comporte, entre autres, ce scénario et ses effets évalués et cartographiés. Ces données démontrent que les effets thermiques dus à la torchère sont bien maintenus sur le site (page 611/649 de l'étude de dangers du DDAENV). L'arrêté préfectoral d'autorisation prendra en compte cet aspect.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet